

C'est pourquoi nous recommandons un Sénat élu où les provinces moins peuplées détiendraient une plus grande part des sièges, un Sénat doté de vrais pouvoirs sur l'ensemble de la législation fédérale et du pouvoir d'examiner et d'approuver les nominations aux postes de direction des grandes agences fédérales dont les politiques et les décisions ont des répercussions considérables sur toutes les régions du pays. Nous ne croyons pas qu'un Sénat réformé et élu soit la solution miracle. Il ne pourra guérir tous les maux. Mais nous pensons qu'en donnant plus de poids aux préoccupations et perspectives des Canadiens de l'Ouest et de l'Atlantique lors de la prise des décisions touchant l'ensemble du pays, le Sénat pourra grandement contribuer à unir le pays et à légitimer et à renforcer davantage nos objectifs et nos institutions.

- 4) La quatrième partie de la mission d'intégration consiste à tenir compte davantage de l'équilibre démographique entre les deux sexes et de l'authentique diversité de la société canadienne. Nous y sommes parvenus de diverses manières. Par exemple, le texte du préambule et de la clause Canada que nous proposons vise à fournir de notre pays une définition et un portrait qui permettent à tous les Canadiens de se reconnaître et de sentir qu'ils font partie de la famille canadienne.

La proposition la plus importante que nous ayons faite à ce propos est peut-être celle d'une élection au scrutin proportionnel des membres du Sénat réformé. La conférence constitutionnelle de Calgary a fait ressortir que beaucoup de groupes dans la société canadienne voient dans la réforme du système de nomination au Sénat un moyen de mieux refléter l'équilibre entre les représentants des deux sexes et la diversité de la société canadienne dans notre vie politique nationale. Nous estimons que la réforme du Sénat que nous proposons peut nous aider à atteindre cet objectif. La disposition proposant que les partis politiques présentent des listes de candidats dans les circonscriptions plurinominales leur fournira l'occasion de présenter des listes représentatives de la diversité canadienne et de jouir de la faveur de l'électorat pour l'avoir fait. De cette manière, nous favoriserons l'intégration qui permettra de faire participer l'ensemble de la société canadienne à la vie politique de notre pays.

Le chemin à parcourir

Selon nous, les recommandations que nous formulons constituent une solution créative et cohérente qui nous permettront de nous acquitter des nos deux grandes missions : la mission d'*intégration* et la mission de *redéfinition*. Il faut maintenant que les gouvernements et les Canadiens fassent un pas en avant et engagent les discussions nécessaires pour donner suite à nos recommandations et opérer le renouvellement du pays.

Le temps presse. Le référendum québécois prévu pour octobre 1992 est un des délais impératifs que nous devons respecter, mais il n'est pas le seul. Beaucoup de Canadiens croient le pays puisse passer à d'autres tâches, comme celle du renouveau économique et social qui fait partie, selon nous, de notre mission de redéfinition. Si le Canada ne parvient pas à dénouer rapidement l'impasse constitutionnelle, le reste du monde va le laisser pour compte.